

Une province « rebelle ». Le sens du vote zambézien en faveur de la Renamo

Introduction

La Zambézie fut une des provinces les plus affectées par la guerre civile opposant le Front de Libération du Mozambique (Frelimo) et la Résistance Nationale du Mozambique (Renamo), qui a ravagé le Mozambique pendant seize ans (1977-1992). Pour saisir l'impact de cette guerre civile sur les conditions de vie des Zambéziens, quelques chiffres et détails sont nécessaires. En 1986, le nombre de Zambéziens souffrant de pénuries alimentaires était d'environ 1,5 million (soit plus de la moitié de la population de la province, alors estimée à 2 418 851 habitants par le recensement de 1980). Les populations rurales se réfugièrent au Malawi (environ 200 000 personnes) ou vers Quelimane, la capitale (environ 70 000)¹. Dans cette ville, les réfugiés dormaient dans les garages, sur des balcons ou dans quelques centres d'accueil construits à la périphérie de la ville. Les communications terrestres entre la capitale et les districts étaient complètement paralysées à cause de l'insécurité. Les seuls moyens de déplacement restaient l'avion ou le bateau, les routes ayant été complètement endommagées par des mines ou obstruées par des troncs des arbres ou par des trous². Selon Joseph Hanlon, à la fin de la guerre en octobre 1992, selon les sources gouvernementales ici étudiées, la Renamo contrôlait plus de la moitié de la province de la Zambézie³. Comme ailleurs, la Renamo fut accusée d'être la principale responsable de la situation catastrophique dans laquelle se trouvait la Zambézie.

Avec l'avènement de la démocratie multipartite en 1990 et les accords de paix entre les deux belligérants en 1992, la tenue d'élections compétitives est devenue possible. Depuis ont eu lieu trois scrutins (1994, 1999 et 2004). Dans tous ces scrutins, la Zambézie a majoritairement voté en faveur de Renamo. A la lumière de la précaire situation après-guerre dans laquelle la province se trouvait, dont la responsabilité était régulièrement imputée à la Renamo, comment expliquer cela ?

Dans une perspective socio-historique, cet article essaie donc de débusquer et d'analyser les raisons pour lesquelles la Zambézie vote en faveur de l'ancien mouvement rebelle, mouvement décrit pendant la guerre par les autorités gouvernementales comme étant un simple instrument du régime sud-africain de l'*apartheid* et ayant pour seul but de détruire le pays.

Cet article est divisé en deux parties. Dans la première, sont étudiés les différents scrutins organisés jusqu'à aujourd'hui, avec un regard spécial sur la Zambézie. L'analyse de ces scrutins privilégiera l'étude des thèmes et des dimensions mobilisés par les candidats dans les différentes campagnes électorales, en vue de capter l'adhésion et le vote des électeurs zambéziens. L'analyse portera seulement sur les deux grandes formations politiques du Mozambique, la Renamo et le Frelimo, les autres formations politiques étant pratiquement inexistantes (leurs scores, ne dépassant pas les

¹ « Agression sud-Africaine contre la Zambézie et Tete », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 125, AIM, décembre 1986.

² *Idem.*

³ J. Hanlon, *Peace without profit- How the IMF blocks rebuilding in Mozambique*, Oxford, Heinemann, 1996, p. 20.

5 % des voix, ne leur donnent pas droit à une représentation parlementaire⁴). Dans un second temps, en s'appuyant sur les « paroles des électeurs », on esquissera les raisons qui mènent la Zambézie à voter en faveur de l'ancien mouvement rebelle.

On défend ici l'idée selon laquelle le vote zambézien en faveur de la Renamo est une conséquence directe de la marginalisation de cette région par le Frelimo, marginalisation elle-même enracinée dans le temps historique long, qui produit un vote presque autonomiste contre ce qu'est le « Mozambique ». En effet, ce vote exprime aussi le rapport long et invariablement conflictuel de la Zambézie avec l'État central et le politique. Les Zambéziens se sont toujours plaints d'être marginalisés par l'État colonial et postcolonial. Pour les Zambéziens, l'État colonial avait privilégié certaines régions du pays, notamment Beira (la deuxième ville du pays au centre), Nampula (la troisième ville au Nord) et Lourenço Marques (actuel Maputo, la capitale) au détriment de la Zambézie. Ce sentiment de marginalisation prend ses racines à la fin du XIXe siècle, après la Conférence de Berlin, lorsque les derniers *prazos*⁵ furent supprimés et remplacés par le capitalisme colonial, période pendant laquelle la capitale du Mozambique fut transférée de l'île du Mozambique, au Nord de la colonie, vers Lourenço Marques, dans l'extrême sud. Ce capitalisme colonial, qui s'est caractérisé en Zambézie par l'établissement de grandes compagnies concessionnaires, est à l'origine des déséquilibres régionaux du pays, dont les signes les plus forts furent l'émergence des deux nouvelles villes dominantes, Beira et Lourenço Marques, et conséquemment la naissance de nouvelles « élites modernes », et le déclin des « vieilles aires » de colonisation (Zambézie, île de Moçambique, etc.) et de leurs élites respectives. Dans ces « vieilles aires » de colonisation, les « vieilles » élites locales n'arrivèrent pas à s'adapter à la nouvelle donne et furent littéralement transformées en sorte de *Lumpen-élites*.

Bien qu'étant devenue, avec l'avènement du capitalisme colonial, la province la plus riche du Mozambique du point de vue agricole, la Zambézie ne disposait pas d'infrastructures socio-économiques dignes de ce nom. Aucune route asphaltée reliant le sud et le nord de la province (Quelimane à Milange) ni aucun chemin de fer ne furent construits. Le port local n'étant pas fiable et le réseau routier étant mauvais, pendant la saison des pluies des régions entières restaient complètement isolées, la circulation automobile bloquée. En 1973, lors de l'approbation du dernier plan de développement de l'ère coloniale, la Zambézie était le district le moins bien loti en termes d'infrastructures routières, avec seulement 165,6 km de routes asphaltées. De plus, il n'y pas eu de diversification économique et de développement industriel: l'économie zambézienne est restée confinée à l'agriculture.

En grande partie, la marginalité politique de la Zambézie vient de ce retard économique structurel. Comme le soulignent à juste titre Leroy Vail et Landeg White, la Zambézie est un cas d'école du processus par lequel le capitalisme colonial a sous-développé l'Afrique⁶.

Mais le mécontentement de la Zambézie à l'égard de l'État colonial se manifestait sous la forme d'un anticolonialisme assimilationniste et non séparatiste (au moins entre 1910 et 1974), car pour l'élite zambézienne, « le Mozambique était le Portugal » et pas une colonie⁷.

⁴ Le seuil de 5 % est le pourcentage minimum des voix à l'échelle nationale qu'un parti ou une coalition doit obtenir pour avoir une représentation au Parlement.

⁵ Concession de terres pour trois générations aux sujets de la Couronne portugaise avec obligation d'héritage par lignée féminine

⁶ L. Vail, L. White, *Capitalism and Colonialism in Mozambique. A study of Quelimane district*, London, Heinemann, 1980, p. 3.

La lutte armée du Frelimo contre le Portugal puis la politique du Frelimo au pouvoir ont-elles réussi à modifier les rapports conflictuels historiquement enracinés de la Zambézie avec l'État et Maputo, le centre du pouvoir ? On le verra, le Frelimo les a reproduits, et même aggravés.

I- « La Zambézie est à la Renamo »

L'étude des discours des candidats du Frelimo et de la Renamo sera, comme on l'a déjà dit, l'angle privilégié choisi pour comprendre le rapport de la Zambézie au politique et à l'État. Il ne s'agit pas d'étudier les « élections pour les élections », et le vote sera vu comme l'éventuel révélateur d'un processus socio-historique plus vaste : celui du rapport au politique et à l'État. Dans ce cadre, une attention spéciale devra être accordée à la manière dont la Renamo a profité des orientations du Frelimo pour instrumentaliser l'identité politique de la Zambézie en vue de gains politiques.

Octobre 1994 : les premières élections pluralistes du Mozambique

Pour les premières élections pluralistes du Mozambique, la campagne électorale, a débuté officiellement le 13 septembre et a fini le 24 octobre 1994.

Mais le candidat du Frelimo, Joaquim Chissano, avait déjà commencé sa campagne électorale quelques mois avant le début officiel, sous la couverture de « visites d'État ». Il avait ainsi sillonné diverses régions du pays. En ce qui concerne la Zambézie spécifiquement, une région *a priori* hostile, Joaquim Chissano visita cette province du 21 au 26 août 1994, environ trois semaines avant le début de la campagne électorale, afin de mesurer la « température ». À Quelimane, des affiches disaient : « Chissano : Empire de Gaza »⁸, en allusion à la « sudité » du pouvoir qui avait caractérisé le régime monopartite. Ces manifestations se sont soldées par quelques confrontations entre la police et les manifestants, manifestations probablement organisées par la Renamo. Dans ce déplacement, lorsque la population lui demanda les raisons pour lesquelles, la vie était extrêmement chère, Joaquim Chissano, conformément à ce que constituait déjà son programme de campagne, au moins pour la Zambézie, répondit :

« [Les gens de la Renamo] ne vous expliquent pas pourquoi le prix de la *capulana* [pagne] est aujourd'hui trop élevé. Ils ne vous expliquent pas, pourquoi, le prix du sucre est trop élevé. Ils ne vous expliquent pas pourquoi sur les routes, il n'y a pas de bus. Lorsqu'ils vous l'expliquent, ils disent que c'est parce que le gouvernement ne veut pas, mais moi, je vais vous expliquer les raisons pour lesquelles la *capulana* coûte cher, le sucre coûte cher. C'est parce qu'ils ont détruit toutes les usines qui produisaient du sucre dans notre pays [...] Luabo c'est ici en Zambézie [...] ils sont allés brûler l'usine de Luabo⁹, ils l'ont attaqué plus d'une fois et ont fini par tout brûler [...], ils ont brûlé les machines, ils ont brûlé le sucre [...] Ils disent que s'ils arrivent au gouvernement, ils vont vendre le sucre moins cher. Comment feront-ils cela, s'ils ont tout brûlé ? »¹⁰

⁷ Voir Sérgio Chichava, « Le "vieux Mozambique". Etude sur l'identité politique de la Zambézie », Institut d'Études Politiques de Bordeaux, thèse de doctorat, juin 2007.

⁸ « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia », *TVM Especial*, Émission télévisée, 3 septembre 1994.

⁹ Sur la destruction de l'usine de sucre du Luabo, il y a beaucoup de versions. Selon la version officielle, elle a été détruite par la Renamo. Pour la Renamo, ce sont les bombardements aériens des troupes gouvernementales et zimbabwéennes, qui ont détruit l'usine du Luabo. Voir par exemple, « A Frelimo tenta parar o vento com as mãos », *Demos*, 24 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

¹⁰ « Visita presidencial do presidente Chissano à Zambézia »,..., *op. cit.*

La campagne du Frelimo qui avait débuté à Nampula, la plus grande circonscription électorale du Mozambique avec 50 sièges sur 250 en 1994, fut entièrement dominée par le thème de la guerre civile. La Renamo était toujours présentée comme un simple groupe de voyous, de tueurs ayant ruiné le pays. Il en fut de même en Zambézie. Le 1^{er} octobre, à Lugela, Joaquim Chissano, incita au nom de la réconciliation, le peuple à pardonner les sévices commis par les « bandits » de la Renamo, mais à ne jamais les oublier :

« Oublier est une chose et pardonner en est une autre. Si quelqu'un te coupe une oreille, peux-tu oublier que tu n'as pas d'oreille ? »¹¹

Quelques jours plus tard, cette fois-ci dans la capitale provinciale, Quelimane, Joaquim Chissano revint encore sur le caractère belliqueux de la Renamo. Selon le candidat du Frelimo, le pays connaissait beaucoup de problèmes parce que la Renamo avait tout détruit :

« Nous avons un des meilleurs services de santé et d'éducation, mais [il a été] détruit par la Renamo. La Renamo attaquait les populations et les obligeait à abandonner leur terre et aujourd'hui, elle dit que les salaires ne sont pas suffisants pour acheter un sac de riz. Ils ont amené la pauvreté et aujourd'hui, ils disent que les salaires sont très bas. Comment pensent-ils que le riz sera moins cher, s'ils ont brûlé les magasins ? »¹²

Également dans le but de noircir encore plus l'image de la Renamo, le Frelimo tenta un coup de théâtre. Il annonça que, dans la résidence de son candidat à Quelimane, une bombe avait été trouvée, dans le but d'éliminer Joaquim Chissano. Mais Afonso Dhlakama condamna fermement et immédiatement cet incident : la mort de Chissano mettrait en danger la démocratie et le processus de paix, car selon le leader de la Renamo, Joaquim Chissano était le seul élément du Frelimo qui collaborait personnellement avec lui¹³. Dans certaines régions de la Zambézie, le Frelimo rencontra quelques difficultés pour galvaniser l'électorat. Par exemple, dans le district de Morrumbala, zone entièrement dominée par la Renamo, l'administration locale dut décréter une journée fériée pour que le candidat du Frelimo réussisse à y faire sa campagne électorale.

Le leader de la Renamo ouvrit sa campagne dans la province stratégique de Zambézie. Interrogé par les journalistes sur les raisons de ce choix et non de Sofala, sa région natale, le candidat de la Renamo affirma avoir choisi cette province, d'une part, comme récompense à l'aide apportée à son mouvement par la population locale pendant la guerre civile, et de l'autre parce que le Frelimo avait toujours *détesté* cette province¹⁴. En réponse à Joaquim Chissano, le candidat de la Renamo affirma que si la Zambézie était confrontée à beaucoup de difficultés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et dans les autres domaines socio-économiques, ce n'était pas de la faute de la guerre de la Renamo, mais bien de la faute de la corruption pratiquée sous le Frelimo¹⁵.

À l'instar de ce que la Renamo avait fait pendant la guerre civile, c'est-à-dire valoriser la religion et les autorités traditionnelles, auparavant négligées par le Frelimo, Afonso Dhlakama, promit de respecter ces institutions. Il insista aussi sur la question des « villages communaux », des champs

¹¹ « Chissano on the hustings », *Mozambiquefile* (Maputo), n° 220, AIM, novembre 1994.

¹² *Idem*.

¹³ « Retrospectiva da campanha eleitoral de Afonso Dhlakama », TVM, Émission télévisé de 18 novembre 1994.

¹⁴ « Dhlakama na Zambézia: Renamo é o único capaz de resolver os problemas do país », *Domingo*, n° 642, Maputo, 25 septembre 1994.

¹⁵ *Idem*.

collectifs, des coopératives, du sinistre SNASP, affirmant que c'est la guerre de la Renamo qui avait mis un terme à toutes ces « mauvaises choses », amenant la démocratie au pays¹⁶. Il promit de résoudre les problèmes de la commercialisation des produits, un des grands talons d'Achille des paysans, d'en finir avec les déséquilibres régionaux, construisant par exemple, une université publique dans la province de Nampula, bref de vaincre la pauvreté¹⁷.

Il utilisa également sa jeunesse (il avait 41 ans) comme argument contre Joaquim Chissano alors âgé de 55 ans. Pour Dhlakama, le pays avait besoin d'un président jeune, encore doté de toutes ses capacités intellectuelles et physiques, ce qui n'était pas le cas du candidat du Frelimo, déjà fatigué, déjà « *capulana velha* » (vieux pagne).

Plus spécifiquement en ce qui concerne la Zambézie, Dhlakama joua sur la question de la marginalisation et de l'exclusion politico-économique de cette région par le Frelimo :

« La production ne vous sert pas à vous, les Zambéziens. Le Frelimo ne vous a jamais donné de l'importance à vous, les Zambéziens. C'est pour renverser la situation que je suis ici, pour vous demander votre vote. »¹⁸

Il promit aussi que la Zambézie serait désormais et toujours gouvernée par des Zambéziens, du gouverneur jusqu'aux administrateurs, car la Zambézie avait été toujours gouvernée par des étrangers et les Zambéziens avaient été toujours exclus du pouvoir, même dans les entreprises publiques¹⁹. Il affirma que le Renamo à la différence du Frelimo tient pour égaux tous les groupes ethniques du pays sans aucune discrimination. Il donna l'exemple des « sauvages » et « arriérés » Macua-Lomués, qui avaient été selon lui, méprisés par le Frelimo. Afonso Dhlakama promit aussi la décentralisation. Cette idée de décentralisation reposait sur le fait que la plupart des petits partis politiques formés spécifiquement par des Zambéziens, demandaient le fédéralisme – ce dont se distinguait son parti.

Le vote

Douze candidats à la présidence de la République, douze partis politiques et deux coalitions participèrent aux élections de 1994. Parmi ces partis et coalitions, le Parti Travailleuse (PT) et le Parti de Renouveau Démocratique (PRD) et l'Union Démocratique (UD) participèrent seulement aux élections législatives. De même, il faut souligner que hormis le Pimo, le PRD, le Pademo, le Fumo/PCD, le PT et l'Unamo, tous les autres partis concourraient dans toutes les circonscriptions électorales.

¹⁶ Voir M. CAHEN, *Les bandits*. Un historien au Mozambique, 1994, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkian

¹⁷ *Idem*.

¹⁸ « Afonso Dhlakama em Quelimane. De lenço verde ao pescoço », *Savana* (Maputo), n°36, 23 septembre 1994.

¹⁹ *Idem* ; M. CAHEN, *Les Bandits...*, *op. cit.*, p. 46.

Document 1. Élections de 1994 au Mozambique Candidats et partis politiques

Candidat	Parti politique/Coalition
Joaquim Chissano	Frelimo
Afonso Dhlakama	Renamo
Máximo Dias	Monamo/FAP
Casimiro Nhamitambo	Sol
Carlos Alexandre dos Reis	Unamo
Padimbe Kamati	PPPM
Domingos Arouca	Fumo/PCD
Vasco Campira Momboya	Pacode
Wehia Ripua	Pademo
Yacoob Sibindy	PIMO
Mário Machel	Indépendant
Carlos Jeque	Indépendant

Source: B. MAZULA (org), *Eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos Países Baixos, 1995.

Ces élections furent remportées par le Frelimo et son candidat Joaquim Chissano avec respectivement 44,33 % et 53,3 % des voix. La Renamo, principal parti de l'opposition, obtint 37,78 % et son candidat Afonso Dhlakama, 33,73 % de voix. L'Union Démocratique (UD), une coalition de trois partis (Palmo, Panade et Panamo) réussit à franchir la barrière des 5 %²⁰, obtenant ainsi le droit d'être représenté au Parlement. En termes de représentation parlementaire, la Renamo obtenait 112 députés, le Frelimo 129 et la coalition UD, 9. Le peuple afflua aux urnes sans aucune hésitation. Le taux de participation fut de 88 %. Dix-huit partis politiques participèrent à ces élections

En ce qui concerne la répartition régionale des voix, la Renamo se retrouva avec la majorité absolue dans cinq des onze provinces : Sofala, Manica, Tete, Nampula, et Zambézie. De son coté, le Frelimo obtenait la majorité absolue dans quatre circonscriptions électorales du Sud : Maputo-Province, Maputo-Ville, Gaza et Inhambane avec plus de 80 % des voix. Le Frelimo également gagnait les élections dans les provinces du Niassa et de Cabo Delgado, dans l'extrême nord du pays avec la majorité relative (47,45 % de voix au Niassa) et absolue (58,25 % au Cabo Delgado).

La percée renamiste en Zambézie

En ce qui concerne la Zambézie, le phénomène surprenant fut la victoire écrasante de la Renamo et de son candidat, Afonso Dhlakama. Par rapport à l'élection présidentielle en Zambézie, le leader de la Renamo, avec 47,6 % de voix, fut le plus plébiscité, suivi de Joaquim Chissano, le candidat du Frelimo avec 38,59 %, Carlos Reis, se plaçant troisième, loin derrière, avec 3,11 %. Le cas de Carlos Reis est intéressant, car, comme, on l'a déjà vu, il est né dans le district de Milange, en

²⁰ Pour comprendre les facteurs qui ont permis à cette coalition sans aucune expression dans l'espace politique mozambicain de franchir la barrière des 5% et de ce fait, être représentée au Parlement, voir L. de BRITO, « O comportamento eleitoral nas primeiras eleições multipartidárias em Moçambique », in B. MAZULA, *Moçambique, eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos países Baixos, 1995 pp. 473-499. Voir aussi M. CAHEN, *Les bandits...*, op. cit., pp. 214-215.

Zambézie. D'ailleurs, il a recueilli plus de voix dans ce district que dans les autres, soit 3 549. Globalement, la principale raison pour laquelle C. Reis a eu des voix, ce qu'il avait des lunettes (comme Dhlakama). Dans les élections législatives, le Frelimo obtint dix-huit mandats sur les 49 en jeu correspondant à 31,49 % des voix. La Renamo quant à elle, en obtenait 29, équivalant à 52,54 % des voix. Enfin, la coalition UD, recueillit deux mandats, correspondant à 4,5 % des voix.

Document 2 Résultats des élections présidentielles de 1994 en Zambézie

Électeurs recensés	1 710 564
Votants	997 953
Suffrages exprimés	906 494
Bulletins Blancs	54 097
Bulletins Nuls	37 362
Abstention	172 611

Candidats	Voix	%
Afonso Dhlakama	431 538	47,6
Joaquim Chissano	349 844	38,59
Autres	125 112	13,08

Source : B. Mazula (org.), *Moçambique - Dados Estatísticos do Processo Eleitoral 1994...*, *op. cit.*

Cependant, la Renamo contesta ces résultats, arguant de graves irrégularités. Parmi ces irrégularités, le mouvement d'Afonso Dhlakama donnait comme exemple le cas de 3 500 électeurs de Mucurumba, district de Mopeia, zone dominée par la Renamo, qui avaient voté seulement le deuxième jour des élections, car les hélicoptères qui amenaient le matériel de vote avaient localisé tardivement les bureaux de vote²¹. Jugeant ces recours incapables de modifier globalement les résultats finaux, la Commission Nationale d'Élections (CNE) décida de les valider, confirmant la victoire de Joaquim Chissano et de son parti.

De même, il faut rappeler un autre épisode qui a agité le pays peu après ces élections. Comme on l'a déjà dit dans la partie introductive de ce chapitre, quelques mois après la divulgation des résultats de ces élections, Afonso Dhlakama agita le pays, affirmant que pour des raisons « logistiques », le siège de la Renamo serait désormais transféré de Maputo (considéré excentrique) à Quelimane. Afonso Dhlakama expliqua ainsi les raisons que le menaient à vouloir changer le siège de son parti vers le « vieux » Chuabo (Quelimane) :

« Relativement à la question de vivre à Quelimane, je dirais qu'elle est fondamentale [...]. La raison n'est pas politique. Pour moi, aller à Quelimane est une question de logistique [...] Il y en a qui disent : Dhlakama veut aller là-bas pour consolider ses victoires dans les cinq provinces où il a gagné la majorité. Certes avec Nampula et la Zambézie, il n'y a pas de doute, celui qui contrôle ces deux provinces domine le pays, le reste n'est que du bavardage. Rien que dans les cinq provinces où la Renamo a gagné, vivent plus de neuf millions d'habitants. Ne serait-ce que du point de vue économique, c'est là où se trouvent les ressources minérales et forestières, les produits de l'agriculture [coprah, cajou] [...] et les gens pensent que Dhlakama est le président de tout cela et que mon frère Chissano reste seulement avec trois provinces. Alors que ce n'est pas du tout cela, mon problème est logistique, car étant à Quelimane, mes dépenses vont se réduire de moitié. Par exemple d'ici [Maputo], si je veux parler avec le délégué de la Renamo à Cabo Delgado [...], les dépenses sont énorme rien que pour le transport. Mais si je suis à Quelimane, je vais payer moins [...] Le point-clé est la question logistique. »²²

²¹ « Alegadas pela Renamo. Dossier de irregularidades dá entrada na CNE », *Savana* (Maputo), n° 43, 11 novembre 1994.

²² « A leitura da situação é de Afonso Dhlakama. Chissano não acertou nas suas promessas »,..., *op. cit.*

On peut douter du facteur « logistique » et penser qu'il s'agissait d'un moyen de contourner la loi²³. Il s'agissait là encore une fois de l'instrumentalisation de l'identité politique zambézienne à des fins politiques, car les Zambéziens voulaient que Quelimane, grâce à sa localisation stratégique et à son importance économique soit la capitale du Mozambique. Le « coup » échoua cependant et Afonso Dhlakama renonça vite. La loi n'empêchait pas le leader de la Renamo d'avoir sa « résidence » à Quelimane mais on peut penser que tant les pressions du gouvernement que de la communauté internationale installée dans la capitale, eurent raison de cette idée originale : inventer le Mozambique loin de sa capitale...

Les élections de 1999 : le Frelimo en mauvaise situation

Lors des élections de 1999, le Frelimo, dont le slogan était « Ensembles pour un Futur meilleur », ouvrit sa campagne électorale dans la province « rebelle » de Zambézie, tandis que la Renamo ouvrit la sienne dans la province « inhospitalière » de Gaza²⁴.

En un geste d'anticipation, et un jour avant le début officiel de la campagne électorale, le candidat du Frelimo inaugura à Quelimane en sa qualité de « chef d'État », la délégation locale de la télévision (TVM). Lors de cette séance d'inauguration, il y eut une coupure de courant de dix minutes environ, ce qui créa une certaine panique parmi les gens de la sécurité du candidat du Frelimo²⁵. Joaquim Chissano fut obligé de procéder à l'inauguration à la lumière de phares de voitures ! Cet acte fut vu par certains comme un sabotage de la Renamo²⁶. La question de la télévision était importante car elle était un des thèmes de campagne du Frelimo, ce parti la considérant comme une réussite et un signe de son engagement pour le développement de la Zambézie.

Le 19 octobre 1999, jour de l'ouverture de la campagne, dans un meeting à Quelimane, Joaquim Chissano présenta le document « Un Engagement envers le pays » incluant son programme de gouvernement en cas de victoire, dans lequel il s'engageait à augmenter le PIB *per capita*, à réduire la pauvreté, les déséquilibres régionaux, bref à promouvoir l'amélioration de conditions de vie des populations²⁷. Mais avant de le présenter, le candidat du Frelimo demanda à deux responsables religieux, un de l'Église catholique et l'autre de religion musulmane, de bénir le document²⁸. Le Frelimo instrumentalisait la religion, auparavant considérée un ennemi de la « révolution ». De même, quelques mois avant le début de la campagne électorale, lors de sa visite à Pebane, district le plus « musulman » de la province de Zambézie, Joaquim Chissano s'habilla en musulman et se coffra d'un *cofió* (chéchia).

²³ La loi oblige les partis politiques à avoir leur siège central à Maputo, comme garantie de leur caractère « national ». On ne saurait mieux illustrer d'où est imaginée la nation.

²⁴ « Eleições : Chissano e Dhlakama iniciam campanha na casa do "inimigo" », *Boletim Lusa*, 19 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

²⁵ « PR Chissano inaugura às escuras delegação da TVM na Zambézia », *Boletim Lusa*, 19 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

²⁶ *Idem*.

²⁷ « Eleições : Chissano promete aumentar PIB per capita », *Boletim Lusa*, 20 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

²⁸ *Idem*.

Les thèmes de la campagne restèrent invariables. Joaquim Chissano continua de rendre la Renamo responsable du retard économique du pays, tandis qu'Afonso Dhlakama continua les habituelles critiques sur le passé « marxiste-léniniste » du Frelimo (politique de socialisation de campagne, laissez-passer, etc.).

Mais, il y eut quelques exceptions. La grande nouveauté fut la place centrale occupée par la question de la chefferie. Plus que dans le scrutin précédent, elle devint omniprésente. Le Frelimo, avec des buts éminemment électoralistes, affirma pour la première fois, le rôle important joué par les autorités traditionnelles dans la structuration de la société et promit un cadre légal²⁹. Les *régulos* furent approchés, invités à prendre place dans les meetings du Frelimo, etc. Plus que jamais, le Frelimo compta sur eux pour gagner les élections, comme l'attestent les contacts établis avec l'influent *régulo* Digodiua par un des responsables en Zambézie, Salimo Abdul :

« Nous avons eu un rendez-vous en privé, je lui ai expliqué le programme du Frelimo. Il m'a interrogé sur plusieurs questions et il m'a dit que son grand problème, c'était la peur que la Renamo reprenne la guerre. Je lui expliquais la situation géostratégique du Mozambique, sur nos rapports avec les pays voisins, qui écartaient l'hypothèse d'un retour du conflit armé au Mozambique. »³⁰

Salimo Abdul, affirmait avoir contacté aussi d'autres *régulos* tels le *régulo* Chamanga et sa famille.

Rapidement, le Frelimo et la Renamo se battirent pour le contrôle de la chefferie. L'un des responsables de la Renamo en Zambézie, Manuel Pereira³¹, accusait le Frelimo d'embobiner les *régulos* en échange d'argent, considérant que ces *régulos* étaient propriétés de la Renamo³².

Le candidat du Frelimo se référa aussi aux réalisations faites par son gouvernement pendant les cinq dernières années, telles que la réhabilitation des écoles, des hôpitaux, des ponts, des routes, auparavant détruites par la Renamo. Mais, plus que jamais, les attaques sur le leader de la Renamo se firent dures. Cela s'explique par l'absence d'arguments convaincants dans cette région où le Frelimo avait subi une écrasante défaite lors des élections antérieures, Joaquim Chissano affirmant que « Afonso Dhlakama n'a aucune capacité pour gouverner le pays »³³, ou qu'Afonso Dhlakama n'avait aucune expérience pour diriger le pays, sinon l'expérience de le détruire, comme par exemple lors de son discours à Nicoadala, le 19 novembre :

« Lors de l'indépendance, Chissano a été ministre des Affaires Étrangères et Dhlakama a fui vers la Rhodésie. Lorsque Chissano construisait, Dhlakama détruisait »³⁴.

²⁹ *Ibid.* ; « Autoridade tradicional. Frelimo reconhece-a, finalmente », *Médiafax*, 27 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999 ; « Eleições : poder dos régulos vai ter enquadramento constitucional », *Boletim Lusa*, 2 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

³⁰ « Régulo Digodiua assegura apoios ao partido no poder », *Notícias*, 2 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999. Sur la question de *régulos*, voir encore, « Zambézia. Frelimo e o seu candidato com promessas de voto dos régulos », *Notícias*, 3 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

³¹ Ne pas confondre avec le responsable de la Renamo à Sofala.

³² « Renamo acusa Frelimo de aliciar régulos na Zambézia », *Notícias*, 6 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

³³ « Campanha eleitoral. Chissano ataca Dhlakama », *Médiafax*, 21 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

³⁴ « Eleições : Chissano "investe" em zonas mais populosas da Zambézia », *Boletim Lusa*, 20 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

Plus que dans les précédentes élections, Afonso Dhlakama critiqua la corruption qui gangrenait le pays et le Frelimo lui-même, et promit d'en finir avec cela. Il insista aussi sur la vieillesse de Chissano.

Cette campagne fut aussi marquée par des grands problèmes financiers de la Renamo. Tandis que le candidat du Frelimo avait déjà sillonné 11 des 12 circonscriptions électorales existantes, c'est-à-dire trois semaines après le début de la campagne électorale, le candidat de la Renamo en était encore au début de sa campagne, ayant travaillé seulement dans la circonscription de Gaza³⁵. Alors que dans toutes les grandes villes du pays, des dizaines de voitures pleines de jeunes faisaient campagne pour le Frelimo, distribuant des t-shirts, des pagnes avec les symboles de ce parti, de la bière à bas prix, la Renamo et le reste de l'opposition, sans moyens financiers et matériels et sans le *trust fund*³⁶, faisaient campagne avec les «moyens du bord». De plus, Afonso Dhlakama fut obligé d'interrompre sa campagne pendant une semaine environ, une rumeur circulant dans les milieux proches du Frelimo, selon laquelle, il était gravement malade et avait été évacué d'urgence vers l'Afrique du Sud pour être soigné³⁷.

La campagne fut marquée aussi par des incidents entre membres et partisans de la Renamo et du Frelimo. Trois semaines après le début de la campagne électorale, deux incidents furent signalés dans le district de Milange en Zambézie, sans conséquence grave. En revanche dans la même région à Errego, dans le district d'Ile furent reportés les incidents les plus graves. Dix personnes avaient été blessées, dont, quatre grièvement³⁸. Parmi les blessés, se trouvaient le premier secrétaire du Frelimo du district d'Ile, António Sebastião Valetim, qui avait perdu deux dents, Carlos Janeque, responsable local de l'OJM, l'organisation de la jeunesse du Frelimo, blessé grièvement à l'œil et hospitalisé à Quelimane³⁹. La Renamo, dont le secrétaire-général, João Alexandre, était considéré comme principal responsable de ces incidents, fut accusée aussi d'avoir détruit le siège local du Frelimo⁴⁰. João Alexandre était accusé aussi d'avoir ordonné l'agression d'un autre militant du Frelimo dans la ville de Mocuba⁴¹. Une force policière fut envoyée au district d'Ile pour enquêter sur les raisons des incidents⁴².

³⁵ « Chissano completa o país. Dhlakama ainda no início », *Savana*, 5 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999 ; « Falta de fundos abana campanha da "perdiz" », *Médiafax*, 4 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

³⁶ Il s'agit de l'argent que la communauté internationale via l'Onumoz avait distribué aux partis politiques afin de garantir leur participation aux élections de 1994, condition *sine qua non* pour garantir la paix et le renforcement de la démocratie. Or, lors des deuxièmes élections, chaque parti comptait sur ses propres moyens, à l'exception des partis ayant représentés au parlement, qui bénéficient de l'argent de l'État, cependant très insuffisant pour mener une vraie campagne électorale.

³⁷ « Dhlakama evacuado para fora de Moçambique », *Domingo*, 7 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, novembre 1999.

³⁸ « Dez feridos em escaramuças entre Frelimo e Renamo no Ile », *Notícias*, 12 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999 ; « Na Zambézia. Renamo destroi comité distrital da Frelimo », *Domingo*, 14 novembre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

³⁹ *Idem*.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

Le Frelimo : au bord de la défaite

Le vote eut lieu les 3 et 4 décembre 1999. À la différence des précédentes élections, celles-ci, avaient seulement deux candidats à la présidence de la République : Joaquim Chissano et Afonso Dhlakama. Armando Siueia du Panaoc, Joaquim Nyota, du Parti Démocratique de Libération du Mozambique (Padelimo) Yacoob Sibindy du Pimo et Wehia Ripua qui était le candidat de la coalition Umo (Union Mozambicaine de l'Opposition)⁴³, qui avaient présenté leurs candidatures à la présidence de la République, avaient été exclus par la Cour Suprême sous prétexte que leurs candidatures présentaient de nombreuses irrégularités⁴⁴.

La coalition Renamo-Union Électorale comprenait : le Front Démocratique Uni (UDF) , le Mouvement National de Moçambique (Monamo), le Parti de Coalition National (PCN), le Parti de l'Unité Nationale (PUN), le Front de l'Alliance Patriotique (FAP), le Parti du Progrès du Peuple du Mozambique (PPPM), le Front Uni du Mozambique (Fumo)⁴⁵, l' Alliance Nationale du Mozambique (Alimo), le Parti de Rénovation Démocratique (PRD) et l'Union National du Mozambique (Unamo).

À part le Frelimo et la Renamo-UE, sept autres partis politiques participèrent à ce scrutin, mais à la différence des deux premiers, ne furent présents que pour les élections législatives.

Document 3. Liste des partis politiques et coalitions présents aux élections législatives de 1999-

Parti politique/Coalition
Frelimo
Renamo-Union Électorale
Union Mozambicaine de l'Opposition (Umo)
Parti Travailleiste (PT)
Parti Démocratique et Libéral du Mozambique (Padelimo)
Parti National des Ouvriers et Paysans (Panaoc)
Parti Pour le Développement Social du Mozambique (Pasomo)
Parti Progrès et Libéral du Mozambique (PPLM)
Parti Libéral du Mozambique (Palmo)

Source : « Ripua, Nyota et Siueia excluidos da corrida presidencial », *Notícias*, 13 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, octobre 1999.

Ces élections, à l'image de celles de 1994, furent remportées par le Frelimo et son candidat (par ailleurs président sortant), Joaquim Chissano. Mais à la différence de celles de 1994, ce fut une

⁴³ L'UMO était au départ une coalition de cinq partis notamment l'Unamo, le Pacode, le Pamomo, le Parti Sol et le Pademo. Mais quelques jours après sa formation, l'UNAMO fit défection vers la coalition Renamo-Union Électorale et le Parti Sol, suite aux divergences, fut exclu de la coalition. L'UMO participa, aux élections avec seulement trois partis. Cette coalition fondée en 1999 en vue des élections de cette même année, disparut quelques mois après les élections en 2000.

⁴⁴ « Ripua, Nyota et Siueia excluidos da corrida presidencial », *Notícias*, 13 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, Octobre 1999 ; « Sibindy rasteirado no "Supremo" », *Médiafax*, 18 octobre 1999, in STAE, *Recortes de Imprensa*, Octobre 1999.

⁴⁵ Domingos Arouca ex-président du parti Fumo/PCD, qui n'était pas d'accord avec l'idée d'adhésion de son parti à la coalition Renamo-Union Électorale, idée soutenue par les autres membre de sa direction, présenta sa démission de la direction du parti.

victoire très étriquée et peut-être même usurpée. La différence entre Afonso Dhlakama et Joaquim Chissano fut minime (4,58 %). En fait le Frelimo obtint officiellement 48,55 % des voix et son candidat 52,29 %. De son côté, la Renamo-Union Électorale obtint 38,79 % des voix et son candidat Afonso Dhlakama 47,71 %. Le taux de participation fut de 69 %. Par ailleurs, aucun autre parti de l'opposition ne réussit à franchir le seuil des 5 %. L'UD, la coalition qui y était parvenu en 1994, cessa d'exister à la suite de contradictions internes.

Du point de vue de la distribution régionale du vote, rien ne changea. Le Frelimo continua d'être fort au Sud (Maputo-Ville, Maputo-Province, Gaza et Inhambane) et dans l'extrême Nord du pays (Cabo Delgado) La Renamo en revanche eut toujours pour fief le centre du pays (Sofala, Manica, Zambézia et Nampula, Tete). Dans la province du Niassa, il y eut certain équilibre, avec un petit avantage cette fois ci pour la Renamo⁴⁶.

Cependant, la Renamo-Union Électorale contesta les résultats du scrutin, affirmant qu'il avait donné lieu à de nombreuses fraudes. Elle soumit un recours à la Cour Suprême, demandant l'invalidation des résultats et un nouveau recompte des voix, mais la Cour décida de confirmer les résultats donnés par la Commission Nationale Électorale⁴⁷. N'étant pas d'accord avec le verdict de la Cour suprême, la Renamo-Union Électorale décida de ne pas reconnaître la légitimité du gouvernement du Frelimo, issu de ces élections. Cependant Dhlakama refusa une attitude « à la malgache » qui lui proposait nombre de ses cadres : refus du résultat, établissement à Beira, coupure du pays en deux, appel à la communauté internationale. À l'inverse des pourparlers entre les deux partis eurent lieu. La Renamo-Union Électorale exigea la nomination de gouverneurs issus de son parti dans les provinces où elle avait obtenu la majorité et l'intégration de ses membres dans les conseils d'administration des entreprises publiques. Le Frelimo, extrêmement habile dans une manœuvre de diversion, prolongea les discussions et essaya de déstabiliser son adversaire, en l'accusant de chercher seulement un partage du « gâteau » et sans avoir de réelles revendications politiques. Ainsi Joaquim Chissano annonça que Raúl Domingos (membre de la Renamo mandaté pour entamer des négociations avec le Frelimo) d'avoir demandé de l'argent pour son propre compte. Cette situation créa un malaise au sein de la Renamo qui décida de l'expulser⁴⁸, l'accusant d'avoir trahi l'esprit du parti et d'être devenu collaborateur du Frelimo. Au même moment, le Frelimo en profita pour nommer ses gouverneurs en excluant totalement la Renamo. Encore une fois la Renamo qui ne s'était pas tenu à la revendication démocratique du recomptage des voix, s'était laissée piéger par le Frelimo, montrant sa faiblesse politique⁴⁹.

Après l'échec des négociations, la Renamo, poussée par sa base poursuivit d'autres formes de contestation dont des manifestations non autorisées. Le régime réagit très violemment, sans aucune nuance dans le degré de violence exercée. La police utilisa des balles réelles pour réprimer les manifestations. Environ quarante personnes furent tuées lors de ces manifestations, d'autres furent emprisonnées dans des conditions barbares – quelques jours plus tard environ 83 d'entre

⁴⁶ Mais il faut rappeler que, en 1994, c'est le Frelimo qui avait remporté les élections dans cette circonscription.

⁴⁷ L'opinion des observateurs internationaux (Centre Carter et Union Européenne) est que, globalement, les élections ont été d'une façon générale libres et équitables.

⁴⁸ Celui-ci créa ensuite un nouveau parti politique, le PDD (*Partido Para Paz, Democracia e Desenvolvimento*), le 4 octobre 2003, censé être, selon lui, la troisième force politique du pays.

⁴⁹ Sur ces questions voir, M. CAHEN, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 80, 2001, pp. 111-135.

furent retrouvées morts dans une prison de Montepuez, province de Cabo Delgado au nord du pays. Ce fut l'incident le plus grave depuis la fin de la guerre⁵⁰.

Une montée spectaculaire de la Renamo en Zambézie

Pour ce que est de la Zambézie, aux élections présidentielles, le candidat du Frelimo, Joaquim Chissano obtint 29,55 % de voix, soit environ 10 % de moins qu'en 1994, tandis que la coalition Renamo-UE, confirmant sa suprématie dans cette région, augmentait son score de plus de 20 % et obtenait une forte majorité, à savoir 70,40 %.

Document 4 Résultats des élections présidentielles de 1999 en Zambézie

Électeurs recensés	1384 626			
Votants	908 037			
Suffrages exprimés	794 778	Candidats	Voix	%
Bulletins Blancs	73 475	Joaquim Chissano	234 891	29,55
Bulletins Nuls	39 784	Afonso Dhlakama	559 887	70,4
Abstention	304 466			

Source : STAE, Eleições Gerais 1999, Maputo, Pandora Box Lda, 2002 (CD-ROM).

Par rapport aux élections législatives en Zambézie, la Renamo-Union Électorale grimpa de 29 députés en 1994 à 34 députés en 1999 et gagna dans tous les districts, à l'exception de celui d'Inhassunge. Quant au Frelimo, il a obtenu 15 députés, quatre de moins qu'en 1994.

Document 5. Résultats des élections législatives de 1999 en Zambézie

Votants	880160	Partis/Coalitions	Voix	%
Suffrages exprimés	737 936	Renamo-UE	436 287	50,72
Bulletins Blancs	93 021	Frelimo	191 356	22,25
Bulletins Nuls	49 203	Autres	110 293	12,82
Abstention	304 466			

Source: « Acta do Apuramento Nacional das Eleições Legislativas de 1999 », *Boletim da República*, ..., *op. cit.*

Élections de 2004 : Guebuza, le nouveau « joker » du Frelimo

Lors des élections de 2004, le Frelimo changea de slogan et de candidat. De « Ensembles pour un futur meilleur » il passa au « Frelimo, la force du changement » et le candidat présidentiel fut Armando Guebuza, un autre membre historique de ce parti. Armando Guebuza, plus que candidat du Frelimo, fut opportunément présenté pour des questions stratégiques, comme un candidat du Nord, plus concrètement de Nampula, la province la plus peuplée du pays et fief de la Renamo. En effet, bien que ses parents soient nés à Catembe, province de Maputo, Armando Guebuza était né à Murrupula en 1943, province de Nampula. Mais il l'avait très tôt quittée, à l'âge de 5 ans, pour Maputo, ne parlant même pas la langue locale, l'*e-makhuwa*. Il ne s'est jamais identifié comme Macua, mais comme un Ronga, groupe ethnique du sud du Mozambique. D'ailleurs, Armando Guebuza fut cité comme l'un de membres fondateurs de l'association des

⁵⁰ *Idem.*

originaires et amis de Maputo, *Ngiyana*, une association explicitement *ronga* (les changanes ne sont pas originaires de Maputo). Cette instrumentalisation de l'identité ethnique avait pour but de contrecarrer le discours des opposants du Frelimo, selon lequel, « depuis que le pays est indépendant, il est toujours gouverné par les gens du Sud » et d'essayer de capter le vote de l'électorat du Centre et Nord du pays, plus proche de la Renamo.

Il n'est donc pas étonnant que le nouveau candidat du Frelimo, ouvrit sa campagne dans la province de Nampula. Dans son district de naissance, Murrupula, Armando Guebuza fit des cérémonies d'évocation des esprits, chose impensable quelques années auparavant pour le Frelimo, qui considérait cela comme des pratiques arriérées incompatibles avec l'objectif de bâtir une nation moderne. Cela ne voulait évidemment pas dire que le Frelimo avait changé de nature, mais simplement qu'il instrumentalisait la « tradition » à des fins politiques.

À la différence de son prédécesseur, Armando Guebuza ne visa plus directement son principal adversaire, Afonso Dhlakama, mais il ne fait aucun doute que le thème de la guerre réapparut à nouveau à la veille des élections, la Renamo étant toujours accusé d'« intimider les électeurs ». Selon le candidat du Frelimo, la Renamo-Union Électorale en Zambézie faisait circuler des rumeurs selon lesquelles, « si les gens ne votaient pas pour elle, celle-ci allait reprendre la guerre », comme on peut le voir dans le discours d'Armando Guebuza à la population de Milange :

« Il faut voter sans peur. Nous savons qu'ils sont passés chez vous pour dire : si vous ne votez pas pour nous, la guerre va revenir [...] il n'y aura pas de guerre. Les Mozambicains ont décidé d'en finir avec la guerre. Et les Mozambicains qui ont décidé d'en finir avec la guerre, c'est nous. Il faut voter avec votre conscience, voter pour le maïs et pour le *djembe* [symboles du Frelimo], parce que c'est ici que se trouve le futur. »⁵¹

Il parla des réalisations du Frelimo pendant son dernier mandat, affirmant que le Frelimo avait déjà montré sa capacité à endiguer la pauvreté et accusa la Renamo de bloquer la reconstruction du pays :

« Il y a ceux qui, quand vient le temps de décider du budget de l'État, votent contre le budget [...], ils disent nous ne voulons pas de budget [...] sans le budget, comment aurons-nous des professeurs [...] comment construire la maternité [...] et lorsque le gouvernement du Frelimo présente la proposition, pour discuter de la meilleure manière, ils disent : nous ne voulons pas ce budget, nous n'approuvons pas le budget [...] et apparaît le Frelimo : nous, nous voulons le budget, nous voulons que ce pays marche, nous voulons que la population boive de l'eau potable, que l'électricité arrive dans tous les endroits, que la TV se répande dans tout le pays, mais [les gens de la Renamo] ne veulent pas, ils votent contre [...] quelques fois, lorsque arrive le temps de voter, ils abandonnent le parlement [...] parfois, ils commencent à danser, à jouer avec les chaises dans le parlement [...] C'est à vous de décider [...] voulez-vous ceux qui vont danser dans le parlement ? Ceux qui ne veulent pas qu'il y ait des médicaments dans les hôpitaux ?... »⁵²

Bref, pour le Frelimo l'image qu'il avait de la Renamo pendant la guerre civile n'avait pas changé. Le mouvement d'Afonso Dhlakama ne passait d'un simple groupuscule de marginaux, sans aucun programme politique et dont le seul objectif était de bloquer le développement du pays.

⁵¹ « Armando Guebuza. Eleições 2004, Zambézia », TVM, Émission télévisée, novembre 2004.

⁵² *Idem*.

De son côté, le candidat de la Renamo-Union Électorale avait choisi de terminer sa campagne en Zambézie. Lors de son passage à Mocuba, deuxième ville de la Zambézie, en novembre 2004, des manifestants pro-Renamo brandissaient des affiches contre Armando Guebuza, sur lesquelles on pouvait lire : « Nous sommes fatigués d'être trompés. Nous ne voulons pas de Guebuza ici, Guebuza c'est un bandit, un criminel, un assassin »⁵³. Par ailleurs, la continuité dans le discours fut le trait dominant de la campagne de la Renamo-Union Électorale. Afonso Dhlakama affirmait que malgré le fait que le Frelimo ait présenté un nouveau candidat, celui-ci, était à l'instar de l'ancien, « vieux » et que à l'image de tous les dirigeants du Frelimo, il était aussi corrompu et voleur. Il promit de respecter les plus âgés, d'en finir avec la pauvreté, la criminalité, le chômage et d'améliorer le système de justice :

« Je suis venu ici, moi Dhlakama, je suis juste venu pour vous saluer, pour vous dire, papa, maman, Dhlakama continue à être le même [...] Je suis venu ici demander son vote à la population de Mocuba et pour vous promettre, ce n'est pas seulement demander le vote, demander, oui, et dire : Lorsque je serais président du Mozambique, je vais bien gouverner, je vais gouverner avec la démocratie, gouverner en vous respectant, gouverner en écoutant la parole des Anciens, gouverner pour faire en sorte qu'il y ait de la justice, gouverner pour en finir avec la criminalité, gouverner pour en finir avec la pauvreté absolue, gouverner pour garantir la stabilité, gouverner pour garantir la dignité du peuple mozambicain, gouverner pour amener le développement, gouverner pour permettre que les jeunes de Mocuba aient un emploi, pour éviter que les jeunes avec 12^e année continuent à vendre du bois dans le bazar... »⁵⁴

Encore une fois, le candidat de la Renamo-Union Électorale, insista sur le fait que le Frelimo avait toujours marginalisé la Zambézie, malgré le fait qu'il s'agit de la province la plus riche du Mozambique. En plus de son caractère discriminant, le Frelimo était un parti incompetent. Selon Afonso Dhlakama, pour s'en sortir, la Zambézie devait voter pour la coalition Renamo-Union Électorale et pour elle seule :

« ..., votre province, vous les Zambéziens, sont toujours trompés [par le Frelimo] [...] Zambéziens, vous êtes riches par nature, Dieu vous a donné la richesse [...] le problème vient du gouvernement du Frelimo. Le Frelimo n'arrive pas à rentabiliser les ressources naturelles que Dieu vous a données. Regardez la forêt de la Zambézie, il y a le bois, regardez la richesse des ressources minérales du Gilé et de Mocuba, regardez cette côte, la crevette, le poisson, regardez la terre pour l'agriculture [...], pour que la population de la Zambézie en finisse avec la famine et pour promouvoir le développement de la province et créer de l'emploi pour la jeunesse. Bien administrée, elle peut alimenter tout le territoire mozambicain [...] le Frelimo à trente ans de gouvernement et il parle de "Futur meilleur", c'est un mensonge ! Ils ne savent pas gouverner, ils sont des menteurs, ils savent seulement voler, ce que ces gens savent faire c'est juste faire des discriminations [...], jamais ils ne vont amener des investissements dans votre district de Mocuba. »⁵⁵

Comme on l'a déjà vu, la campagne électorale au Mozambique fut marquée par des incidents, généralement entre les militants du Frelimo et de la Renamo. Elle fut aussi marquée par certains « faits divers ». En Zambézie, par exemple, le Frelimo se plaignit que la députée de la Renamo-Union Électorale, Elisa Silvestre, se faisait passer pour Luísa Diogo⁵⁶ et promettait à toutes les

⁵³ « Afonso Dhlakama. Campanha eleitoral Zambézia. Mocuba e Namacurra », in TVM, Émission télévisée, Maputo, novembre 2004.

⁵⁴ *Idem.*

⁵⁵ *Idem.*

⁵⁶ Femme politique du Frelimo très influente et très populaire, ayant occupé le poste de ministre de Finances et actuellement, celui de Premier Ministre du gouvernement du Frelimo depuis 1999.

femmes de la Maganja da Costa, que si elles votaient pour elle, elle allait résoudre tous leurs problèmes⁵⁷. Le Frelimo accusait aussi le PDD (Parti Démocratique et du Développement) de Raúl Domingos, de tromper les électeurs du district de l'Alto-Molocué, en les encourageant à voter pour le PDD, car disaient-ils, « le PDD et le Frelimo sont des frères et des amis »⁵⁸.

Pour ce qui est des incidents, le Frelimo se plaignit d'agressions contre ses membres et ses partisans dans les districts de Namarroi et de Pebane, provoqués par ceux de la Renamo-Union Électorale. Dans ce dernier district, selon le Frelimo, ces agressions étaient conduites par le député de la Renamo-Union Électorale, Luís Boavida⁵⁹. Ce député était accusé aussi d'avoir attaqué, avec l'aide d'autres éléments de la Renamo-Union Électorale, le *régulo* Coroba de la région de Naburi, district de Pebane, et d'avoir affiché chez lui par la force, des affiches de la Renamo-Union Électorale⁶⁰.

Une écrasante défaite de la Renamo-Union Électorale

Cinq candidats et leurs respectifs partis ont participé aux élections présidentielles et législatives. Quinze autres participèrent seulement aux législatives⁶¹.

Ces élections furent remportées par le Frelimo avec 62,03 % des voix et le candidat présidentiel par 63,74 %. La coalition Renamo-Union Électorale obtint 29,73 % et son candidat présidentiel, 31,74 %. Raúl Domingos du PDD, le troisième candidat en ordre décroissant a eu seulement 2,73 % de voix⁶². Quant à Yacoob Sibindy et Carlos Reis, ils eurent chacun moins de 1 % de voix⁶³. Et à l'instar des élections de 1999, aucun parti de l'opposition autre que la Renamo-Union Électorale, ne franchit le seuil de 5 %, ce qui confirma une fois de plus la bipolarisation politique du pays.

Cependant, comme dans les précédentes élections, la Renamo contesta encore une fois les résultats, arguant de l'existence de nombreuses irrégularités et le 27 décembre fit appel à la Commission Nationale d'Élections (CNE). Et comme il était prévisible, la CNE rejeta l'appel de la Renamo, confirmant la victoire du Frelimo et de son candidat. La Renamo persista, en soumettant sa contestation au Conseil Constitutionnel (CC). Cette institution, à l'instar de la CNE décida de valider les résultats en faveur du Frelimo et de son candidat, car l'appel de la Renamo avait été

⁵⁷ « Zambézia. Queremos ganhar todos os lugares disponíveis », *Domingo* (Maputo), 14 novembre 2005.

⁵⁸ *Idem.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ En plus d'Armando Guebuza du Frelimo et d'Afonso Dhlakama de la Renamo, les candidats qui participaient aux élections présidentielles et législatives étaient Carlos Reis du Mouvement pour la Bonne Gouvernance (MBG), Raul Domingos du Parti Démocratique et du Développement (PDD) et Yacoob Sibindy, du Parti Indépendant de Mozambique (Pimo). Les partis qui participèrent seulement aux législatives furent le Parti de la Réconciliation Nationale (Parena), le Parti pour la Liberté et la Solidarité (PAS), le Parti pour l'Amplification Sociale (Pasomo), Parti Sol (PS), Parti Écologiste (PE), le Parti des Verts du Mozambique (PVM), le Parti Libéral Démocratique (Palmo), le Parti Démocratique et Libéral du Moçambique (Padelimo), le Congrès des Démocrates Unis du Mozambique (CDU), l' Union Démocratique (UD), le Front Élargi de l'Opposition (FAO) et l'Union pour le Salut du Mozambique (Usamo).

⁶² « Eleições gerais 2004 : resultados finais », <www.sortmoz.com/aimnews/Portuguese/eleicoes.htm>.

⁶³ *Idem.*

effectué hors de la période légale. C'est exact, même si incroyable (et sujet à diverses interprétations).

Comment expliquer cette défaite écrasante de la Renamo ?

Ces élections ont été caractérisées par un taux apparent d'abstention très élevé, estimé à 64 %. Cette abstention a été beaucoup plus néfaste pour la Renamo-Union Électorale que pour le Frelimo. Ceci peut être imputé à la Renamo elle-même qui, en tenant toujours un discours sur la fraude, c'est-à-dire en disant que le Frelimo truquait toujours les élections, n'a pas motivé ses électeurs à aller voter puisqu'ils étaient persuadés que le Frelimo resterait au pouvoir. Afonso Dhlakama, par exemple, affirmait que lui et son parti avaient gagné toutes les élections précédentes, mais que le Frelimo, les avait tous truquées⁶⁴. Il disait pendant la campagne, que le Frelimo, était comme d'habitude en train de préparer la fraude⁶⁵. La Renamo fut donc victime de son propre discours. Beaucoup d'électeurs de ce parti ne sont pas allés voter, car disaient-ils, « À quoi sert-il d'aller voter, si mon parti ne va jamais gagner à cause de la fraude du Frelimo ? » Ainsi s'exprime par exemple la Zambézienne Maria Antónia et sa famille :

« Je ne suis pas allée voter parce que chaque fois que nous votons, nous entendons que la Renamo a perdu. Personne dans ma famille n'est allée voter à cause de cela. Moi, jamais je n'irais de nouveau voter, parce que mon parti ne gagne jamais. Si je vais voter, mon vote est donné à une autre personne, non à la personne pour qui j'ai voté. Cela, c'est de la corruption. Ils sont toujours en train de voler les votes de Dhlakama. Le Mozambique est plein de corruption, avec Dhlakama, les choses vont s'améliorer. Figure-toi que les voleurs tuent les gens et lorsqu'ils sont amenés au commissariat, quelques minutes après ils sont relâchés ! Il n'y a pas de loi, il y a rien ! Comment le pays va-t-il se développer ? Nous voulons des lois, mais avec le Frelimo, nous resterons toujours comme ça. Chômage, coût de la vie chaque fois plus élevé [...] Nous voulons nous sentir comme citoyens. À bas la corruption ! Avec Dhlakama la vie va s'améliorer. S'il gagne, je vais faire une fête. Tout le monde va voter pour une chose meilleure, mais rien ne change. Il y a toujours des fraudes, nous voulons voir une chose différente [un autre gouvernement que celui du Frelimo], pour voir comment elle va gouverner, mais notre vote ne vaut rien. »⁶⁶

D'autres facteurs ont peut-être joué un rôle non négligeable dans cette abstention, qui a peut-être été aussi un empêchement de voter : l'éloignement des bureaux de votes par rapport aux lieux de résidence, l'insuffisance du recensement des électeurs, le retard de l'ouverture des bureaux de votes, l'inversion fréquente des listes électorales, ainsi que le retard dans l'envoi du matériel de vote, etc., dans les zones de forte implantation de l'opposition⁶⁷.

Selon le prêtre Luciano qui faisait partie de l'équipe locale d'*Observatório Eleitoral*, dans le district de Chinde, la distance entre les lieux de résidence et les bureaux de votes a été un des facteurs principaux, qui a démotivé les électeurs d'aller voter :

⁶⁴ « Dhlakama ameaça assumir poder onde vencer », www.rtp/index.pht?article=139567&visual=5

⁶⁵ *Idem*.

⁶⁶ Entretien avec Maria Antónia, Quelimane, 4 décembre 2004.

⁶⁷ Il s'agit d'un constat personnel, car j'ai fait partie de l'équipe de l'*Observatório Eleitoral* (Observatoire Électorale), une organisation de la société civile chargée d'observer les élections en Zambézie. Il s'agissait de la deuxième fois que la société civile était autorisée à observer les élections, le but étant d'éviter des événements similaires à ceux de 2000, suite à la contestation de résultats électoraux par la Renamo. La première avait été en 2003, lors des élections municipales.

« Dans la zone de Matilde [district de Chinde], certaines personnes devaient marcher une distance d'environ 15 ou 20 Kms pour aller voter et devaient traverser le fleuve Zambèze. Or au lieu d'aller voter, les gens préféraient rester chez eux à cause la distance. Il s'agit d'une zone de forte influence de la Renamo. La distance entre les lieux de résidence et les bureaux de vote, a dicté le vote à Chinde. Il y a également la question de l'omission de noms dans les cahiers électoraux. »⁶⁸

La même situation fut constatée par exemple au poste administratif de Chire, district de Morrumbala, comme l'atteste le témoignage d'un autre membre de l'*Observatório Eleitoral* :

« Les distances étaient très grandes, ce qui amena à ce que les seuls hommes aillent voter, parce qu'ils avaient des vélos. Mais aussi, il y avait le problème des listes électorales, qui ne correspondaient pas aux bureaux de vote, ce qui empêchait les gens de voter. Cela s'est vérifié dans tous les bureaux de votes que j'ai contrôlés à Campata, Chilomo et Sandramo. Dans les autres cas, il y avait des cahiers électoraux avec des noms omis. »⁶⁹

Par exemple, le poste de vote EP1 de Malema, poste administratif de Mulela, district de Pebane, n'avait toujours pas à 15 heures, le 1^{er} décembre 2004, la nouvelle liste électorale actualisée en 2003, il avait seulement celle de 1999. Donc, ont eu le droit de vote seulement ceux dont les noms faisaient partie du cahier de 1999⁷⁰. Le recul de la Renamo peut entre autres, être expliqué par cette « désorganisation volontaire » du processus électoral (troc des listes électorales, éloignement des bureaux de votes, etc.). Il faut signaler aussi que les manœuvres du Frelimo pour désorganiser le processus avaient commencé pendant le recensement électoral. Selon le Carter Center, la distance moyenne entre les lieux de résidence des électeurs et les lieux de recensement était deux fois plus importante en Zambézie et Nampula que pour la moyenne nationale⁷¹. Également, pendant le recensement électoral, la Renamo se plaignait de la non-mobilisation d'un nombre suffisant de brigades pour recenser les électeurs dans les régions où elle a une forte influence. De plus, il ne fut pas effectué de nouveau recensement (comme le demandait l'opposition et comment il paraissait plus logique). Il fut simplement réalisé une actualisation des anciennes listes électorales, sans tenir compte par exemple des personnes décédées. Dans ce cas, comment peut-on analyser le taux réel d'abstention, par exemple ? Il est évident que le taux d'abstention annoncé ne correspond pas à la réalité. Dans ce sens l'analyse quantitative d'élections au Mozambique pose des problèmes insurmontables. Il est illustratif le fait que, à l'instar des élections de 1999, les résultats détaillés par bureau de vote ne furent pas publiés. Et ce qui est sûr, c'est qu'on alla aux élections sans que le nombre total d'électeurs ne soit publié, ce qui permet potentiellement toutes les fraudes.

La « résistance » de la Zambézie

À l'inverse du résultat national, la Renamo gagna encore une fois les élections en Zambézie. Dans un contexte globalement catastrophique pour elle, la Renamo se retrouva néanmoins avec des majorités absolues, voire des scores dépassant les deux tiers des voix dans les régions frontalières avec le Malawi, telles Milange et Morrumbala, (à l'exception de Lugela, où elle détient une majorité relative). Le même score fut observable en Alto-Molocué, district frontalier avec la

⁶⁸ Entretien avec le prêtre Luciano, Quelimane, 4 décembre 2004.

⁶⁹ Entretien avec José Chambal, Quelimane, 4 décembre, 2004.

⁷⁰ Observation personnelle.

⁷¹ Relatório do Carter Center sobre a atualização do recenseamento Eleitoral de Moçambique, 28 juin-15 juillet 2004, Maputo, août 2004, in www.cartercenter.org/documents/1831.pdf >.

province de Nampula et berceau des *Naparamas* en Zambézie. Dans la zone côtière et dans les zones de l'intérieur, la Renamo garda des majorités relatives. À l'exception de Gurué où elle avait perdu en 1994, mais gagné en 1999 et 2004, de Inhassunge où elle a perdu tant aux élections de 1994 qu'à celles de 1999 et 2004, la Renamo domina à nouveau complètement la circonscription électorale de Zambézie. Le cas du district côtier d'Inhassunge mérite une analyse à part, en tant que seul district où la Renamo ne réussit jamais à gagner en Zambézie. Il semble que la raison principale en soit le fait que ce mouvement ait assassiné pendant la guerre civile, trois prêtres italiens des Capucins (Camillo Campanella, Francisco Bortolotti e Oreste Saltori) en 1989⁷², une congrégation très influente dans cette région. La population d'Inhassunge n'a jamais pardonné cela. Naturellement, ce fait fut exploité par le Frelimo pendant la campagne électorale, pour montrer le caractère « mauvais » de la Renamo. Un fait nouveau dans les dernières élections de 2004, fut la victoire du Frelimo dans le district côtier de Chinde, proche de Quelimane, une région auparavant acquise à la Renamo. Il faut souligner aussi que le Frelimo perdit encore à Quelimane, plein « cœur » de la créolité, le centre de tous les maux sociaux selon ce parti.

Par rapport à 1999, la Renamo perdit cinq députés, elle passa donc de trente-quatre à vingt-neuf députés. Quant au Frelimo, il gagna quatre, passant de quinze à dix-neuf députés. La Zambézie (de pair avec Sofala), resta quand même, la circonscription où la Renamo enregistra le moins de pertes par rapport aux précédentes élections.

Cependant, malgré le fait que la Zambézie vote en faveur de la Renamo, pendant les dernières élections municipales de 2003 en Zambézie, le Frelimo a gagné dans les quatre municipalités de cette province à savoir Quelimane, Mocuba, Gurué et Milange. Comment expliquer cela ?

D'abord, il faut noter que, à la différence des élections générales, où la totalité du district (avec ses postes administratifs et ses localités) correspond à une circonscription électorale, dans les élections municipales, seul le chef-lieu du district est considéré municipalité, correspondant donc à une circonscription électorale. Mais le gros de la population qui n'habite pas les chefs-lieux est ainsi exclu du processus. Et globalement, l'électorat du Frelimo est urbain. On comprend alors la différence entre les résultats des élections générales et des élections municipales. L'illusion des résultats des élections municipales de 2003 fut confirmée par les élections générales de 2004.

De même, il faut souligner deux cas intéressants survenus dans les villes de Mocuba et de Quelimane. Dans la première ville, le candidat de la Renamo-UE, José Manteigas Gabriel fut exclu par la Commission Nationale d'Élections (CNE), après une réclamation du Frelimo arguant de l'existence de nombreuses irrégularités dans sa candidature. Selon le Frelimo, José Manteigas avait falsifié les documents qui prouvaient qu'il était résident de la ville de Mocuba six mois avant les élections, comme le préconise la loi. Cela s'est révélé plus tard faux et après un recours de la Renamo-UE, le Conseil Constitutionnel a décidé d'annuler la décision de la CNE mais... à un jour de la réalisation du scrutin, ce qui ne permettait plus au candidat de ce parti de mener une campagne électorale quelconque. Pour cela, la Renamo demanda à la CNE, la suspension du processus électoral dans cette municipalité, demande refusée. Et comme était prévisible, la victoire à Mocuba fut acquise au Frelimo et son candidat, Rogério Gaspar.

⁷² « Ocorrido há seis meses em Inhassunge. BA's responsaveis pelo assassinato dos padres. Confirmam sacerdotes da Ordem Capuchinhos da Itália », *Notícias* (Maputo), n° 21319, 9 octobre 1989.

À Quelimane, le Frelimo qui se savait être en terre hostile, présenta comme candidat Pio Matos, un métis d'une des anciennes familles créoles zambéziennes et ancien membre de la Renamo. Cela fut aussi décisif pour la victoire de ce parti, les Zambéziens votèrent plus pour Pio Matos que pour le parti, comme le montre le témoignage suivant :

« Pio Matos est un enfant du pays. Nous avons voté pour lui parce qu'il vient d'une famille très connue ici, d'une famille très respectée. Nous n'avons pas voté pour le Frelimo. Si le Frelimo avait présenté un autre candidat que Pio Matos, il aurait perdu les élections »⁷³.

Cela montre que ce n'est pas parce que les Zambéziens s'identifient idéologiquement avec la Renamo, mais elle est utilisée comme un instrument pour faire pression au Frelimo.

POURQUOI VOTER RENAMO ?

La manière la plus féconde de comprendre les raisons pour lesquelles la Zambézie vote en faveur de la Renamo, c'est de « laisser parler » les Zambéziens. D'abord, il faut souligner que certains facteurs comme la pauvreté, le chômage, la corruption, la criminalité, évoquées pour justifier le vote en faveur de la Renamo, ne sont pas seulement spécifiques à la Zambézie. Néanmoins, il y en a d'autres, qui la concernent spécifiquement, tels que la « théorie » du complot : pour les Zambéziens, il y aurait du côté du Frelimo une intention délibérée de détruire la Zambézie. On commencera par les facteurs les plus généraux pour insister ensuite sur ceux qui conduisent au « zambézianisme ».

Le chômage, la pauvreté, la guerre civile et l'exclusion comme déterminants du vote

On a vu lors du chapitre précédent, que lorsque le Frelimo est arrivé au pouvoir, un chaos économique a suivi et a entraîné la perte de milliers d'emplois et la fermeture de nombreuses entreprises et usines. Or dans une région comme la Zambézie qui n'avait jamais connu le chômage, cela lui a coûté cher ; les gens l'ont rendu responsable de ce malheur qu'ils vivent aujourd'hui :

« Lorsque le Frelimo est arrivé, les emplois ont disparu, il y a eu la famine. Après l'indépendance, il n'y a pas eu une grande considération pour la Zambézie de la part du Frelimo. Les gens devaient marcher de nombreux kilomètres en quête d'eau. C'est aussi parce que les gens pensent que le gouvernement du Frelimo est du Sud, parce qu'il n'y a pas de transports, que les immeubles sont seulement ceux du temps colonial... »⁷⁴.

Le mécontentement de milliers d'anciens travailleurs de plantations zambéziens est, sans aucun doute, un facteur déterminant du vote. Ces derniers tiennent le Frelimo pour responsable de la grave situation dans laquelle ils se trouvent depuis longtemps, et réclament des indemnités que le gouvernement rechigne à payer. Lors de la campagne électorale de 2004, Luísa Diogo, directrice de campagne du Frelimo pour la Zambézie et Première ministre, a dû organiser une réunion d'urgence avec des milliers d'anciens travailleurs de l'ancienne entreprise d'État de production de thé, Emocha, tombés en disgrâce après sa fermeture, à qui elle a dû promettre des dédommagements⁷⁵. Au mécontentement d'anciens travailleurs de plantations, il faut ajouter celui

⁷³ Entretien avec Caldino Dalmas, Quelimane, 25 novembre 2005.

⁷⁴ Entretien avec Sadiane, 16 novembre 2005.

⁷⁵ « Como votarão os descontentes ? », *Media fax*, 30 novembre 2004, <www.macua.blogs.com>. Le gouvernement d'Armando Guebuza qui prend au sérieux cette question a commencé tout suite après son investiture à faire

d'anciens petits propriétaires de plantations, en particulier des planteurs de cocotiers de la zone côtière. Ceux-ci, qui étaient vus par le Frelimo comme des « petits-bourgeois », sont de ceux qui souffrirent le plus de la désorganisation du circuit de commercialisation (fuite de commerçants portugais et indiens, manque de transports et de marché, difficultés du port de Quelimane, problèmes de routes, etc.). En 1978, il y avait dans toute la province de Zambézie environ dix mille tonnes de coprah en train de pourrir, car il n'y avait aucune possibilité d'écoulement⁷⁶. Le petit producteur, ne vivant que de cela, était le plus touché par cette situation. Les compagnies qui leur achetaient leur production habituellement ne pouvaient plus le faire, car se débattant dans les mêmes problèmes. Leurs entrepôts se retrouvaient remplis à ras bord de coprah, dont elles ne savaient pas quoi faire. Il ne faut pas oublier que les petits producteurs représentaient 43 % de la production totale de coprah en Zambézie⁷⁷. Les revenus qu'ils tiraient de la vente de coprah aux compagnies avaient énormément contribué à leur émancipation. La situation était extrêmement désespérante :

« Les gens n'avaient pas besoin de travailler pendant le temps du *colono* [des Portugais]. Ils faisaient de l'agriculture et vendaient leurs cocos aux compagnies [...] Ici les compagnies dépendaient énormément de la production paysanne, mais avec l'indépendance, tout a changé [...] tout a disparu. Les gens étaient obligés de manger du coco tous les jours, car il n'y avait rien d'autre à manger. La Madal [Sociedade de], la Boror [Companhia do] ou la Companhia da Zambézia n'achetaient plus les cocos [...] les enfants étaient obligés de rester à la maison sans pouvoir aller à l'école, car la population n'avait pas d'argent pour leurs acheter des vêtements [...]. Aujourd'hui les gens sont pauvres [...]. Tous ceux qui vivaient de leurs cocoteraies sont devenus pauvres [...] comment veux-tu qu'ils oublient cela ? »⁷⁸.

Cette crise ne touchait pas seulement le secteur de la coprah, mais tout le secteur agricole zambézien.

Outre la question de la pauvreté et du chômage, l'action des soldats du Frelimo pendant la guerre civile est un autre motif évoqué pour expliquer la désaffection des Zambéziens envers ce parti. Ainsi en témoigne Manuel Abudo, originaire d'Inhassunge :

« Dans ma région, Micaune, la plupart de gens adorent la Renamo. C'est parce que les choses (produites) sont très chères et parce qu'il y a du chômage. C'est pour cela qu'ils n'aiment pas le Frelimo. Les gens pensent que, avec la Renamo, peut-être les choses ne seraient pas comme ça. C'est aussi à cause des promesses non accomplies du Frelimo. Mais aussi parce que pendant la guerre, les soldats du Frelimo ont tué beaucoup de gens dans la zone des Abreu. Lorsque le Frelimo est allé récupérer cette zone, il a dit : ce sont vous les hommes, qui ont collaboré avec la Renamo alors, les hommes étaient tués dans la zone des Abreu, à Inhassunge. Dans la zone de Katsiwa, le Frelimo a tué beaucoup de gens. Il s'agissait seulement des hommes, qui étaient tués, non des femmes [...] les soldats du Frelimo nous faisaient souffrir. Dans cette zone, la population a vécu très longtemps avec la Renamo. Lorsque les soldats de la Renamo avaient faim, ils allaient demander à la population, ils n'arrachaient pas en usant

l'inventaire de ces travailleurs mécontents, afin de procéder au paiement des indemnités respectives. C'est le cas des 4 500 anciens travailleurs du Complexo Agro-pecuário de Lioma, ancienne entreprise de l'État. Dans le cas des anciens travailleurs d'Emocha, le gouvernement a déjà commencé le paiement des dédommagements. Voir à ce sujet, « governo gasta cerca de 70 milhões para ex-trabalhadores do Complexo Agro-pecuário de Lioma », 20 mars 2006, <www.zambezia.co.mz> ; « No Gurué: Governo paga salários das indemnizações dos trabalhadores da extinta EMOCHÁ », 28 juin 2006, <www.zambezia.co.mz>.

⁷⁶ « Zambézia: o difícil escoamento dos produtos agrícolas. Copra: 10 mil toneladas à espera de barco », (*Tempo*), Maputo, n°405, 9 juillet 1978.

⁷⁷ *A Copra na economia geral de Moçambique*, Braga, Livraria Cruz, 1950.

⁷⁸ Entretien avec Caldino Damas, 25 novembre 2005.

la force, ils demandaient [...]. Les dirigeants pensent juste à remplir leurs poches. Qu'en est-il de l'aide des pays étrangers ? Est-ce que ces pays n'envoient rien pour nous ? Nous sommes souffrons toujours. »⁷⁹.

La même thèse est défendue par un autre témoin, accentuant aussi le fait que les Zambéziens sont fatigués du tribalisme pratiqué par le Frelimo :

« C'est la pauvreté qui amène les gens à voter la Renamo. Les gens pensent que, avec la Renamo, les choses vont s'améliorer. Les gens disent que dans notre région il n'y a rien, alors qu'au Sud, il y a tout. Même quand je suis allé rendre visite à mon beau-père, il m'a dit que Guebuza va gagner parce qu'il est du Nord. Un président qui vient du Nord peut penser à nous. Nous sommes fatigués des ces *gajos* [mecs] du Sud. Ils font tout pour le sud, tout c'est qui est bon se trouve au Sud. Alors, les gens veulent qu'il y ait des biens aussi dans leur zone [...] au moins quelques changements. Socone, qui est ma zone d'origine, produit beaucoup de maïs et beaucoup de camions venaient de Maputo pour acheter le maïs. Mais les gens vendaient seulement parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix, ils préféraient avoir d'autres types de clients que ces gens du Sud. Ils nous disaient que vendre le maïs aux gens du Sud, même si cela leur rapportait de l'argent, c'était la même chose que le jeter. Cela leur faisait très mal de vendre le maïs aux gens du Sud. Ils demandaient pourquoi dans leurs coins, il n'y avait même pas l'un des leurs capable d'acheter le maïs. Même dans les *serviços* [de la fonction publique], il y a seulement les gens du Sud. Même dans la brousse les paysans pensent de cette façon, qu'ils sont en train d'être exploités par les gens du Sud. C'est aussi parce que pendant la guerre, le Frelimo a fait "*muita merda*" [beaucoup d'atrocités]. Les soldats tiraient en l'air et tandis que la population fuyait, ils en profitaient pour voler. S'ils étaient découverts en train de voler, ils tuaient les paysans. Beaucoup de *coisas* [infrastructures] ont été détruites par le Frelimo, mais les gens ont peur de le dire. »⁸⁰

Le sentiment d'exclusion et de marginalisation est aussi partagé par Gory, un jeune de 27 ans résidant à Quelimane et travaillant dans l'un des restaurants les plus importants de cette ville. Selon lui, le Zambézien est l'individu le plus méprisé par le Frelimo :

« Les gens sont révoltés contre le Frelimo. Nous recevons beaucoup d'offrandes des pays étrangers, mais rien ne change. 25, 27 années de gouvernement du Frelimo et rien bouge. Bien des produits qui sont en train de développer le pays viennent de la Zambézie, mais cela ne profite pas à la Zambézie, il y a juste de l'exploitation. Les gens ici en Zambézie font tout faire pour faire tomber le gouvernement du Frelimo. Tout le monde ici parle de cela [...] quelques fois les entreprises sont privatisées, mais cela ne donne aucun bénéfice, il y a beaucoup de chômage [...] Les gens qui fréquentent ce bar, ici où je travaille, viennent du Sud. Je ne sais pas s'il n'y a des Zambéziens capables de fréquenter ce bar. Mais je pense qu'ils veulent venir, sauf qu'ils n'en ont les moyens. La plupart de mes collègues viennent du Sud, les gens du Sud sont considérés comme les plus "capables". Le Zambézien est le moins considéré. Ici en Zambézie, nous sommes piétinés par les gens du Sud. Ce n'est pas la Renamo qui oblige les gens à se révolter, cela date de longtemps. Avant, lorsque le Frelimo était le seul parti, les gens se révoltaient, mais ils étaient maltraités. Nous voulons tester un président du Nord ou du Centre, juste un mandat, pour voir quels seront ses rapports avec le peuple. Dans la campagne, le sentiment contre le Frelimo est plus fort qu'ici dans la ville, parce que là-bas, la "guerre" contre la famine continue encore. »⁸¹

Cette marginalisation est traduite par certains Zambéziens comme « théorie du complot » Pour les Zambéziens, le Frelimo, n'a jamais voulu développer cette province, sous prétexte qu'il s'agissait d'une province rebelle, très proche des Portugais. Cette méfiance des Zambéziens envers le Frelimo, s'explique par la façon dont le Frelimo s'est comporté pendant les premières années de

⁷⁹ Entretien avec Manuel Abudo, Quelimane, 30 novembre 2005.

⁸⁰ Entretien avec Ernesto Bacalhau, Maputo, 10 novembre 2005.

⁸¹ Entretien avec Almeida Gory, Quelimane, 6 décembre 2005.

l'indépendance. Verónica Fijamo livre ce qu'elle considère accablant, le sentiment des Zambéziens envers le Frelimo :

« Certes, nous n'avons pas adhéré à la lutte anticoloniale, mais la Zambézie fait partie du Mozambique [...] nous entendons toujours parler des ponts et des routes, tous construits à Maputo. La Zambézie fait partie du Mozambique, ne cessera jamais de faire partie du Mozambique. Les gamins déposent des CV, mais seuls ceux de Maputo décrochent un emploi. As tu déjà vu un hypermarché ici ? Nous avons la voie ferrée des CFM [Chemin de Fer du Mozambique], mais à quoi ça sert ? Tous les trains sont en panne, est-ce possible ? Nous n'avons aucun train ! Les gamins sont diplômés, mais ils ne trouvent pas de travail. J'ai un cousin que a été diplômé à Cuamba [Faculté d'Agronomie de l'Université Catholique au Niassa], mais il ne trouve d'emploi nulle part. Même à Maputo, ils mangent du meilleur poisson alors que nous ici, nous avons beaucoup de rivières. Même s'ils nomment un dirigeant zambézien à la tête de la province, ce sont ceux du Sud qui commandent, ils effraient ce dirigeant et il ne fait rien pour la Zambézie. Le futur de la Zambézie, c'est de tomber, cela va s'effondrer. Même si un Zambézien essaie de s'en sortir, il est toute suite bloqué. Il y a combien d'années que l'on parle du pont sur le fleuve Zambèze ? Ou sur la rivière Lugela⁸² ? C'est très triste, la situation de notre Zambézie. Il est dommage que tu n'aies pas de transport, tu irais voir ce que se passe dans les districts. C'est triste, très triste voir notre Zambézie dans cet état. Nos clubs [de football] aussi, ne marchent pas. Avant ce n'était pas comme ça. Pourquoi avons nous renvoyés les Blancs chez eux ? Nous allons encore avoir trop de problèmes. Le Frelimo s'est trop vengé sur la Zambézie. Les autres régions n'ont pas été traitées de cette façon. Tu vas à Maputo et tu trouves des villas, ici rien ! La Zambézie est le grenier du Mozambique. Le Mozambique sans la Zambézie n'existe pas. Nous avons bien reçu le Frelimo lors de l'indépendance, je ne comprends pas cette hostilité. Ils ont été bien reçus, mais nous avons commencé à voir des choses, le Frelimo nous a beaucoup piétinés, il était très raciste [contre les mulâtres]. »⁸³

Cette « théorie du complot » s'explique aussi par le sentiment selon lequel, les bombardements aériens du Frelimo contre la Renamo en Zambézie et qui ont détruit beaucoup d'infrastructures et tué beaucoup de civils, ont été intentionnels, le but étant d'anéantir complètement cette province.

Camal Meragi, ancien assimilé, né à Maputo mais parti en Zambézie lorsqu'il avait seulement trois mois et appartenant à l'élite créole, livre la perception que les Zambéziens ont du Frelimo, tenu comme responsable de tous les malheurs de la Zambézie. Selon les Zambéziens, il y a un complot préparé par le Frelimo, pour détruire la Zambézie:

« Aujourd'hui, on peut dire catégoriquement que la Renamo a une influence très forte. Les gens pendant la journée sont du Frelimo, mais pendant la nuit ils sont de la Renamo⁸⁴. Envers la Zambézie, il y a eu une stratégie délibérée pour tout détruire. Cela a été une stratégie pendant la guerre civile. Il y a déjà eu des investisseurs qui voulaient reprendre l'exploitation du palmier⁸⁵, mais le gouvernement n'a pas accepté. La Zambézie est stoppée délibérément. Il convient de maintenir clairement et délibérément la Zambézie sous-développée. Le *colono* [colonisateur] portugais laissait le Noir se développer, mais le gouvernement du Frelimo n'a jamais donné de liberté au Zambézien pour libérer son initiative créatrice. Il n'y pas le sentiment que la Zambézie fait partie du Mozambique. Nous y vivons parce qu'il n'y a pas d'autre choix [...] Tout ce qui est en train d'arriver à la Zambézie, tout cela a été planifié pour faire stagner la Zambézie. Au Zambézien n'a été donné aucune opportunité. La plupart des dirigeants étaient

⁸² Ce pont qui sépare les districts de Lugela et de Mocuba, a été détruit par la Renamo pendant la guerre civile.

⁸³ Entretien avec Verónica Fijamo, Quelimane, 29 novembre 2005.

⁸⁴ Il est vrai que nombre de gens maintiennent les apparences pour ne pas être châtiés par le Frelimo. Ce châtement peut passer par exemple, par la perte d'emploi pour les fonctionnaires, ainsi que par la marginalisation sociale et politique.

⁸⁵ Rappelons que la Zambézie possède un des plus grandes cocoteraies du monde.

du Sud. Tous les postes les plus importants étaient occupés par les sudistes. Les directeurs de transports, de la santé, etc., tout ce personnel était du Sud. »⁸⁶.

Le vote renamien de la Zambézie : une revanche à l'hostilité du Frelimo

Pour Camal Meragi, les discours très hostiles de Samora Machel en Zambézie, expliquent aussi les réticences des Zambéziens envers ce parti :

« Il y a le discours de Samora Machel qui a créé l'exode de beaucoup de Zambéziens vers Maputo [...], c'étaient les Zambéziens qui se mariaient avec les *Maputenses* [de Maputo] [...] les gens pensaient que dans l'éventualité où le gouvernement prendrait des mesures répressives envers les Zambéziens, ils allaient s'en sortir. Les gens disaient lors des fêtes : "je suis protégé car je me suis marié avec une ou un *Maputense*" [...], d'autres sont allés au Portugal. »⁸⁷.

Selon les témoignages recueillis auprès de l'élite créole zambézienne, les métis ont souffert après l'indépendance, ont été discriminés par le Frelimo, accusés d'être des amis des Portugais, d'élitistes, etc. :

« Pour le Frelimo, les Mozambicains étaient les Noirs, les métis ont souffert ici en Zambézie. Cela prendra beaucoup de temps pour cicatriser. Le Frelimo est mal entré en Zambézie [...], même les visites du Président ici n'ont jamais été heureuses. À chaque foi les zambéziens étaient offensés. C'est pour cela que les Zambéziens n'adhèrent pas au Frelimo. »⁸⁸

De fait, chaque déplacement de Samora Machel en Zambézie, fut motif d'inquiétude pour les Zambéziens. Le simple fait de ne pas aller aux meetings du Président de la République était vu comme un signe d'élitisme et de racisme⁸⁹. Les attaques de Samora Machel envers les Zambéziens, commencèrent dès son fameux voyage « triomphal » (de l'extrême nord à l'extrême sud, soit du Rovuma au Maputo). Dès son entrée en Zambézie et dans le souci de forger l'uniformité de qu'il considérait être l'unité, le Frelimo s'attaqua au style de vie de l'élite créole et métisse zambézienne. Les conflits se firent sentir dès cette période. Le discours de Samora Machel en 1975 avait obligé Joaquim Chissano, à voyager d'urgence à Quelimane, pour apaiser les esprits⁹⁰. Mais c'est son discours lors du meeting de 1983, resté fameux à Quelimane, que condense le mieux, les représentations que le Frelimo avait (et a encore) de cette province. Dans ce discours, qui a marqué définitivement la rupture entre le Frelimo et l'élite créole et métisse zambézienne, Samora Machel disait que cette élite se caractérisait par l'élitisme, par le racisme et par une attitude paternaliste envers le peuple. Les Zambéziens ne pardonnèrent jamais ce discours et restèrent toujours avec l'impression que le Frelimo ne les avait jamais portés dans leur cœur. Le vote zambézien en faveur de la Renamo, ainsi que la méfiance envers le Frelimo, trouvent aussi dans ce discours sa légitimation.

⁸⁶ Entretien avec Camal Meragi, Quelimane, 27 novembre 2005.

⁸⁷ *Idem*.

⁸⁸ Entretien avec René Trindade, Quelimane, 31 octobre 2005

⁸⁹ S. MACHEL, *A nossa força está na unidade (Intervenção do Presidente Samora Machel no comício realizado em Quelimane, em 19 de Junho de 1983, para apresentação do novo dirigente da Província da Zambézia)*, Maputo, Instituto Nacional do Livro e do Disco, p. 32.

⁹⁰ J. JARDIM, *Moçambique terra queimada*, Lisboa, Intervenção, 1976, p. 383.